

Etablissement public du parc national des Calanques

Décision individuelle

N° DI - 2017 - 090

Pétitionnaire : Monsieur le Maître-principal Jean-Philippe BERT du Bataillon de Marins-Pompiers de Marseille

Nature de la demande : Survol motorisé à moins de 1000 mètres d'altitude pour un exercice de lutte contre les feux de forêts au profit du détachement d'interventions hélicoptérées du BMPM dans le cadre du maintien des acquis du personnel

Localisation : Cœur du Parc national des Calanques sur le territoire de la forêt de la Fontasse propriété du Conservatoire du Littoral

Le Directeur de l'établissement public du Parc national des Calanques,

Vu le code de l'environnement, notamment ses articles L. 331-4-1 et R. 331-19-2 ;

Vu le décret n° 2012-507 du 18 avril 2012 modifié, créant le Parc national des Calanques, notamment ses articles 15 et 18 ;

Vu la charte du Parc national des Calanques – Volume II fixant les modalités d'application de la réglementation (MARCoeur), notamment ses MARCoeur 24 et 33 ;

Vu l'arrêté ministériel du 23 février 2007 arrêtant les principes fondamentaux applicables à l'ensemble des parcs nationaux et notamment ses articles 3 et 4 ;

Vu l'arrêté ministériel du 20 mars 2012 portant application de l'article R. 331-19-2 du code de l'environnement ;

Vu l'arrêté ministériel du 23 avril 2013 portant nomination du directeur de l'établissement public du Parc national des Calanques,

Considérant la demande formulée par Monsieur le Maître-principal Jean-Philippe Bert du Bataillon de Marins- Pompiers de Marseille en date du 26 avril 2017 ;

Considérant que la manœuvre aérienne du Bataillon de Marins- Pompiers de Marseille est nécessaire à l'aguerrissement des personnels et concoure à la lutte contre les incendies de forêts ;

Considérant que la demande vise un nombre limité de survols ;

Considérant que les activités projetées sont conformes aux dispositions des textes susvisés,

ARRETE

Article 1 : Identité du bénéficiaire Nature de la demande

Le Bataillon de Marins-Pompiers de Marseille représenté par Monsieur le Maître-principal Jean-Philippe Bert, est autorisé à survoler le cœur du Parc national des Calanques à moins de 1000 mètres d'altitude. Cette autorisation est délivrée pour des exercices de lutte contre les feux de forêts, au profit du détachement d'interventions hélicoptérées, et dans le cadre du maintien des acquis du personnel.

Le décollage et l'atterrissage se feront aux dates et dans les créneaux horaires visés dans l'article 3, depuis la citerne DFCl n°99, au lieu-dit le Portalet; la dépose de personnel s'effectuera sur la zone bétonnée jouxtant celle-ci. La zone de survol est la forêt de la Fontasse.

Le personnel se perfectionnera au travail de treuillage, l'hélicoptère fera du stationnaire sur la zone. L'entraînement s'effectuera au moyen d'un aéronef de la marine nationale, Dauphin ou Lynx.

Article 2 : Prescriptions

La présente autorisation est délivrée sous réserve du respect des prescriptions suivantes (voir l'annexe cartographique pour le survol des zones de sensibilité majeure et des enjeux naturalistes):

1. le survol des espaces terrestres du cœur de parc correspondant à la Zone de Protection Spéciale « Falaises de Vaufrèges », à la zone définie par l'arrêté préfectoral portant conservation du biotope de la « Muraille de Chine », à la Réserve Biologique Dirigée de la Gardiole et du vallon d'En Vau **est interdit** ;
2. le pétitionnaire veillera lors des manœuvres prévues à utiliser les aménagements présents (aire de stationnement, pistes, sentiers, aire de retournement) afin de limiter les risques de piétinement ;
3. le pétitionnaire devra rappeler à l'ensemble du personnel la réglementation relative au Parc national des Calanques et faire respecter l'interdiction de fumer en cœur de Parc ;
4. le pétitionnaire s'engage à ce que les participants soient informés des comportements respectueux qui s'imposent, notamment vis-à-vis de la flore et de la faune ;
6. en cas d'annulation le pétitionnaire informera l'établissement public du Parc National des Calanques au plus tard la veille au soir à l'adresse : autorisations@calanques-parcnational.fr .

Article 3 : Durée

La présente autorisation est délivrée pour les 2 et/ou 3 et/ou 4 mai 2017 dans la plage horaire 13h30-16h30 en priorité (éventuellement le matin 9h30 – 11h 30).

Article 4 : Mesures de contrôle

La mise en oeuvre du présent arrêté peut faire l'objet de contrôles par les agents mentionnés à l'article L.170-1 du code de l'environnement.

Article 5 : Sanctions

Le non-respect de la présente décision expose le bénéficiaire à des sanctions administratives et des poursuites judiciaires.

Article 6 : Autres obligations

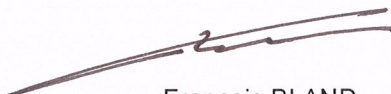
La présente autorisation est délivrée au titre de la réglementation spéciale du Parc national des Calanques, et ne se substitue pas aux obligations du Bataillon de Marins-Pompiers et aux autres autorisations éventuellement prévues par les autres textes.

Article 7 : Publication

La présente autorisation sera publiée au recueil des actes administratifs de l'établissement public du Parc national des Calanques (cf. site : www.calanques-parcnational.fr).

À Marseille, le 26 avril 2017,

Le Directeur



François BLAND

Copie :

Ville de Marseille,

Conservatoire du littoral,

Office national des forêts

La présente décision peut être contestée par recours gracieux auprès de l'autorité qui la délivre, par envoi recommandé, dans un délai de deux mois à compter de sa notification. Elle peut également être contestée, dans le même délai devant le Tribunal administratif de Marseille territorialement compétent.

